

La Presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 8 DÉCEMBRE 1990

La Commission Bélanger-Campeau sous surveillance fédérale

Une équipe, mandatée par Mulroney, épie les travaux de l'organisme et prépare une offensive en faveur du fédéralisme

GILLES NORMAND
SHERBROOKE

Le gouvernement fédéral n'est plus un simple observateur. Il est déjà un acteur dans la réflexion collective entreprise par les Québécois sur leur avenir constitutionnel, comme il l'avait été il y a dix ans, lors de la campagne référendaire sur la souveraineté du Québec.

Une équipe du Conseil privé, mandatée par Brian Mulroney et dirigée par le sous-ministre adjoint Gerald Valiquette, à même le budget des relations fédérales provinciales, épie les travaux de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, depuis le tout début des séances, le 6 novembre, avons-nous appris par hasard, hier, à Sherbrooke.

C'est un collègue journaliste qui, reconnaissant un ex-confrère de collège, a débusqué ces taupes fédérales, qui soutiennent ne pas se cacher mais dont le responsable hésite beaucoup avant de répondre non, lorsqu'on lui demande s'il se livre à l'espionnage.

«Nous écoutons ce qui se dit durant les audiences de la Commission, nous

analysons cela et nous faisons de la recherche pour renseigner les membres de la commission qui sont fédéralistes, qui veulent sauver le Canada et qui font appel à nos ressources», a expliqué aux journalistes M. Valiquette.

Les défenseurs du fédéralisme canadien, plutôt timides jusqu'ici devant la Commission Bélanger-Campeau où l'option souverainiste tient résolument les feux de la rampe, sont sur le point de déclencher en marche des travaux de la commission une offensive qui rappellera l'époque référendaire de 1980. La charge, si on peut dire, sera lancée avant les fêtes, estime-t-on.

Pour le député péquiste Guy Chevrete, «les fédéraux vont relancer la campagne de peur qu'on a vue il y a dix ans».

«Ils vont tout sortir, mais je suis confiant que tous les conseils privés du monde ne pourront pas cette fois venir à bout de la fierté et de la détermination des Québécois à s'engager sur la voie de la souveraineté», a commenté son collègue Jacques Brassard.

«Je ne suis pas surpris de ce qu'on vient de découvrir. Le contraire aurait été étonnant.

«L'État fédéral met ses ressources humaines et financières au service de son option. On est en face de l'engrenage qu'on a connu en 1980, alors que l'État fédéral a mis tout son poids en ressources humaines et financières dans la bataille référendaire, et j'estime que cela a joué un rôle dans le résultat de la consultation populaire.»

C'est au premier chef pour aider le député conservateur Jean-Pierre Hogue, représentant du gouvernement fédéral au sein de la commission, et le député libéral André Ouellet, «même si leur point de vue n'est pas exactement le même», que cette équipe est à l'oeuvre, a-t-il indiqué.

La semaine dernière, lors du passage de la commission dans l'Est du Québec, le député Ouellet avait pris la tête d'une petite formation de commissaires fédéralistes, disant qu'il mettait ses ressources à leur disposition, de même qu'à celle de M. Hogue. Ce dernier n'a jamais dit à cette époque qu'il était lui-même accompagné d'une équipe dont est membre son propre attaché politique, Tim Barber, étudiant en maîtrise à l'Université Concordia. Et que s'il reçoit des informa-

tions de Ouellet, la réciprocité est vraie. Il est même probable que «les taupes» du Conseil privé aient été les plus aptes à produire des renseignements.

Seul Tim Barber est accrédité par la Commission, à titre d'attaché politique. Gerald Valiquette, ne l'est pas, pas plus que Daniel Veniez, un contractuel embauché spécifiquement pour ce mandat, qui a déjà fait des travaux pour Bernard Valcourt, alors ministre dans le cabinet Mulroney. Une quatrième personne, Nicole Forbes, employée permanente des relations fédérales provinciales, est responsable de la logistique: déplacements de l'équipe, réservations d'hôtel, photocopies, etc. A Ottawa, d'autres fonctionnaires alimentent cette équipe. Ni Lucien Bouchard, député fédéral bien que du Bloc québécois, ni le fédéraliste inconditionnel Robert Libman, de l'Equality Party, ni les libéraux provinciaux n'ont jusqu'ici fait appel à cette cellule du gouvernement Mulroney.

Il n'y a pas que le gouvernement fédéral qui s'intéresse aux travaux de cette commission constitutionnelle. En effet, un attaché politique du ministère des Affaires intergouvernementales de l'Ontario, Alan Patt, suit comme une tache

tout ce qui grouille au sein et autour de la commission, depuis un mois lui-aussi.

Au bureau du premier ministre du Québec, Robert Bourassa, qui incidemment a été autorisé à quitter l'hôpital, on laisse passer la vague, en attendant de s'armer pour prendre part à l'opération de défense du fédéralisme qui se prépare.

La vague souverainiste n'étonne pas de ce côté, puisque, soutient-on, 85 p. cent des mémoires soumis à la commission sont favorables à la souveraineté.

Les libéraux du Québec ont reçu l'instruction suivante: dorénavant, quand des invités se prononceraient pour la souveraineté-association, ils devront poser cette question: êtes-vous conscient que si le Canada anglais refuse de négocier une association, il ne reste plus que l'indépendance pour le Québec?

Le mandat de l'équipe du sous-ministre Valiquette vient directement du premier ministre Mulroney, et le ministre responsable est le sénateur Lowell Murray.

Pour M. Valiquette, «l'objectif du gouvernement c'est un Canada uni, on ne songe pas pour le moment à une répartition du territoire».

Bourassa quitte l'hôpital

Robert Bourassa a quitté l'hôpital hier matin.

Accompagné de sa femme, Andrée, il est demeuré dans la région de Washington, où il a passé la nuit. Selon un de ses collaborateurs, le premier ministre de 57 ans devrait rentrer au Québec au cours du week-end, probablement demain.

A son bureau, on a indiqué qu'il reprendra complètement ses activités après quelques semaines de repos.

Dans un bulletin de santé émis la veille de son congé, le Dr. Steven Rosenberg, chirurgien en chef du National Cancer Institute de Washington, indique que la chirurgie exploratoire pratiquée il y a plus de trois semaines révèle que le mélanome ne s'est propagé, ni aux ganglions lymphatiques, ni à d'autres parties du corps du premier ministre.

«Aucun des examens pathologiques des biopsies n'a révélé de trace de tumeur. Donc, il n'y a aucune trace de cancer qui subsisterait», écrit le chirurgien.

Le congé de M. Bourassa avait été reporté à plusieurs reprises parce qu'il éprouvait des problèmes digestifs. Dans son bulletin, le Dr. Rosenberg parle d'un blocage intestinal postopératoire et indique: «Ce problème est maintenant réglé.»

Le premier ministre avait été opéré une première fois le 12 septembre pour un mélanome — le plus dangereux des cancers de la peau — au bas du dos. Deux mois plus tard, le 13 novembre, il était de retour à Washington, cette fois pour y subir une chirurgie exploratoire.

Son séjour se prolongeant, les rumeurs qui avaient commencé à courir après sa première hospitalisation se sont mises à courir de plus belle. Rumeurs sur la gravité de sa maladie et rumeurs concernant sa succession.

Hier, son attachée de presse, Sylvie Godin, a indiqué que M. Bourassa reprendrait ses activités dans quelques semaines. Mais elle n'a pu préciser quand. «Nous ne savons pas quelle sera la prochaine étape.»

CBC ne veut pas vendre sa station de Calgary

Presse Canadienne
CALGARY

Un homme d'affaires de Calgary désire acheter la station de télévision du réseau anglais de Radio-Canada (CBC), mais la société de la Couronne dit qu'elle n'est pas en vente.

Wendell Wilks, qui est co-fondateur de la station de télévision privée CITV d'Edmonton, a déclaré jeudi qu'il tentait de contacter les responsables de la CBC à Ottawa pour voir s'il pouvait parvenir à une entente.

La CBC a fermé mercredi sa station de Calgary dans le cadre d'un programme de réductions budgétaires qui a aussi résulté dans la cessation ou la réduction des opérations de neuf autres stations de la société d'État.

«Nous pensons être en mesure de restaurer la totalité de la programmation qui a été abandonnée par la CBC», a dit M. Wilks, qui est président de la société Alberta Television Network Inc.



Le chef libéral Jean Chrétien cause avec des résidentes d'un centre d'accueil à Shédiac dans le cadre de sa campagne électorale dans le comté de Beauséjour.

PHOTO REUTER

Chrétien est assuré de la victoire mais avec une majorité réduite

HUGUETTE YOUNG
de la Presse Canadienne
SHEDIAC

À deux jours de l'élection partielle dans la circonscription fédérale de Beauséjour, au Nouveau-Brunswick, la victoire du chef libéral Jean Chrétien semble assurée, prédisent les observateurs.

Mais loin de récolter la majorité de plus de 12 000 voix du député sortant, Fernand Robichaud, M. Chrétien verra sa majorité réduite aux dépens du candidat néo-démocrate, estime le politologue Philippe Doucet, de l'Université de Moncton.

Dans cette circonscription principalement rurale au bord de la mer, les préoccupations quotidiennes des pêcheurs, des petits commerçants et des travailleurs de l'industrie forestière sont les conséquences de la TPS, de la récession et de la crise dans l'industrie de la pêche.

La question constitutionnelle, si elle est effleurée par les étudiants, n'occupe pas une place de choix pour la majorité des 48 000 électeurs de Beauséjour.

Parce que cette question n'est pas un enjeu de la campagne, prédit M. Doucet, les Acadiens finiront par accorder leur appui au candidat libéral.

«Le Québec a déjà fait une croix sur Jean Chrétien, affirme-t-il. Les Acadiens sont assez indulgents et tolérants, et je crois qu'ils vont lui donner une autre chance.»

Cette circonscription, anciennement connue sous le nom de Westmorland-Kent, était anciennement le fief du sénateur Roméo LeBlanc. Depuis 55 ans, on vote «rouge» dans cette région, à une exception près. En 1958, les électeurs ont fait élire un conservateur à Ottawa, dans la foulée du raz-de-marée électoral de l'ancien premier ministre John Diefenbaker.

Indifférents ou désabusés des promesses des grands partis tradi-

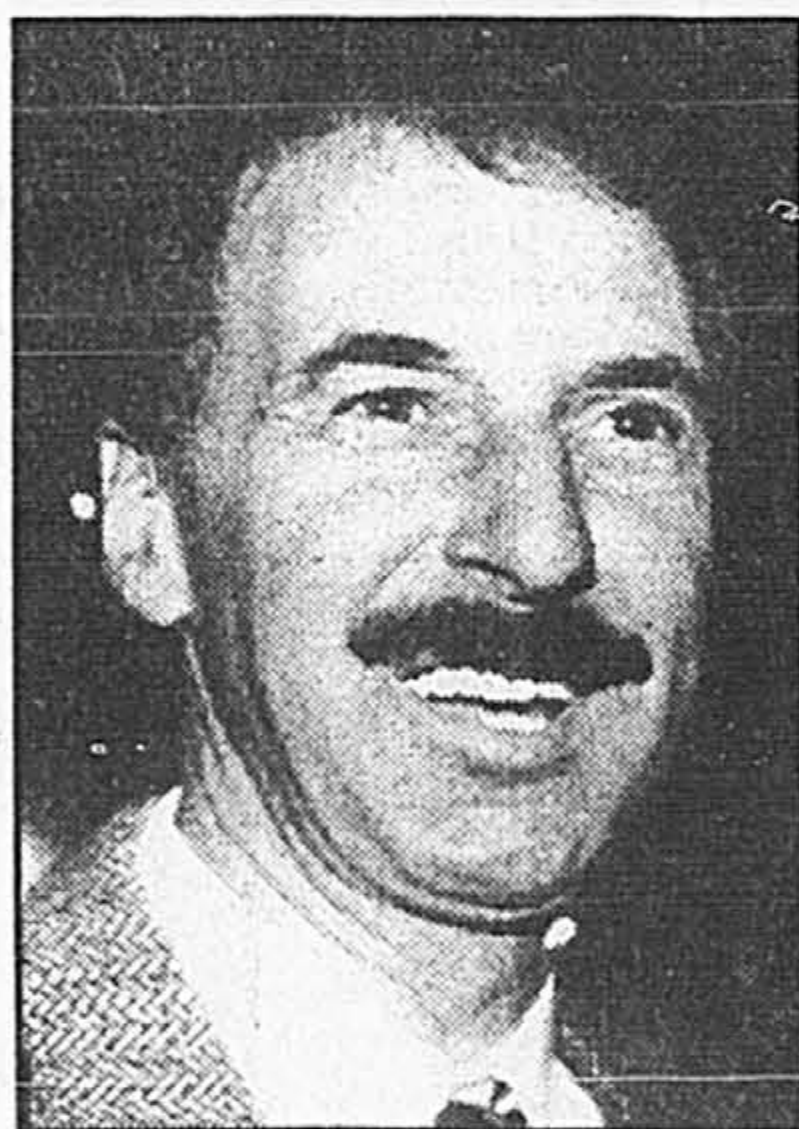


PHOTO CP

Guy Cormier, candidat NPD.

tionnels, c'est M. Chrétien lui-même qui est devenu l'enjeu principal de cette élection complémentaire.

À tort ou à raison, on lui reproche d'être un Québécois parachuté dans une circonscription acadienne, de ne pas connaître ses dossiers ou d'afficher une certaine arrogance face «aux gens de la place».

Le maire de Shédiac, Michel Léger, reconnaît que M. Chrétien ne fait pas bonne figure dans Beauséjour. Il songeait lui-même à se présenter candidat conservateur contre M. Chrétien, mais le premier ministre Brian Mulroney en a décidé autrement.

Les libéraux, qui pensaient remporter ce comté passionnément «rouge» sans lever le petit doigt, ont été surpris de l'emprise des néo-démocrates. Si les espoirs sont remontés depuis que M. Chrétien a loué il y a trois semaines un chalet dans la région de Shédiac, «la capitale mondiale du homard», la prudence est de rigueur.

Rabais: deux députés

«Si vous m'élevez, vous aurez

deux députés pour le prix d'un», se plaît à répéter à un auditoire méfiant le chef libéral partout où il fait campagne dans les petites communautés de Beauséjour.

À ceux qui lui reprochent d'être un Québécois parachuté dans une circonscription acadienne, il leur répond que les Acadiens seront bien mieux servis à Ottawa par lui que par tout autre candidat.

«Trouvez-moi un député qui a 23 ans d'expérience et qui a été responsable de neuf ministères», a-t-il insisté au cours d'un entretien accordé à La Presse Canadienne.

Or, comme plusieurs, M. Edouard Léger, un aîné de 70 ans du foyer pour personnes âgées de Shédiac, demeure sceptique.

Un libéral invétéré depuis toujours, il votera pour le NPD cette fois, convaincu que le candidat néo-démocrate qu'il connaît ne pourra faire pire que les grands partis traditionnels.

C'est M. Guy Cormier, père de quatre enfants, pêcheur professionnel de Cap-Pelé et ex-président de l'Union des pêcheurs des Maritimes, qui donne du fil à retordre au chef national.

«C'est la candidature de M. Chrétien qui a été le feu d'allumage, a-t-il indiqué au cours d'un entretien. J'étais frustré des politiques d'Ottawa.»

L'atout de Guy Cormier, souligne le professeur Doucet, «c'est qu'il fait partie d'un parti qui a le vent dans les voiles», dit-il, et qu'il est bien perçu dans son milieu, même «s'il n'est pas un confédéré de la trempe du Jean Chrétien d'autrefois».

Ce pêcheur de 42 ans, modeste et indiscret, visite les nombreux villages, sillonne les centres commerciaux aux côtés de la chef Audrey McLaughlin et encourage les gens à se rendre aux urnes lundi.

«Pensez à moi derrière le rideau», laisse-t-il tomber.

La bataille se fait donc surtout à deux dans Beauséjour.

son appui à l'initiative du premier ministre Brian Mulroney. Il a invité les libéraux à faire de même.

M. Riis a expliqué que le mandat du comité proposé par le premier ministre était beaucoup trop étroit: il ne traite que de la formule d'amendement à la Constitution.

Il a également déploré le fait que le premier ministre n'ait pas

consulté les partis d'opposition avant d'annoncer la création de ce comité, qui serait constitué de députés et de sénateurs.

Il a affirmé que M. Mulroney répétait l'erreur qui avait entraîné la mort de l'accord du lac Meech, c'est-à-dire de concocter une initiative constitutionnelle dans le secret et d'essayer de la faire accepter par après.

Un Québec souverain garantira-t-il les quotas de lait?

Presse Canadienne
SHERBROOKE

Des fermiers anglophones de l'Estrie craignent l'impact négatif qu'aurait la souveraineté du Québec sur la production laitière.

Dans un mémoire présenté vendredi devant la Commission Bélanger-Campeau sur l'avenir du Québec, la Québec Farmers Association estime que les producteurs québécois de lait pourraient perdre jusqu'à 450 millions \$ en revenus à cause de la perte de quotas laitiers.

La situation vient de ce que le Québec, dont la population représente 25 pour cent de celle du Canada, fournit 48 pour cent du lait produit au Canada, a expliqué le président de la Farmers Association, Warren Grapes.

Dans le cas d'un Québec souverain, on pourrait penser que le reste du Canada va tenter d'être autosuffisant en produits laitiers, de sorte qu'un grand nombre de producteurs québécois resteraient avec leur production sur les bras, a-t-il fait valoir.

Qui plus est, le gouvernement

fédéral verse annuellement aux agriculteurs du Québec des subventions de 132 millions \$ pour permettre de garder à un niveau abordable pour le consommateur les prix du lait.

«Il existe des doutes qu'un Québec indépendant pourra offrir une protection semblable», a dit M. Grapes.

Le député fédéral de Papineau-Saint-Michel, André Ouellet, un des commissaires fédéralistes à la commission Bélanger-Campeau, a sauté sur l'occasion pour demander si le gouvernement du Québec maintiendra le revenu de ses producteurs laitiers dans un Québec devenu souverain.

«Ni l'UPA ni le Parti québécois n'ont encore répondu à cette question», a dit M. Ouellet.

Toutes ces questions vont faire l'objet de délibérations au sein de la Commission Bélanger-Campeau, surtout d'ici le 17 décembre prochain, alors que le chef du Parti libéral du Canada, Jean Chrétien, sera l'invité de la commission.

La comparaison de M. Chrétien, qui durera une heure et demie, est prévue pour 15 h 30.

La saga linguistique manitobaine se poursuit en Cour suprême

MARIE-CLAUDE LORTIE
du bureau de La Presse
OTTAWA

La saga linguistique franco-manitobaine n'est pas finie.

En effet, cinq ans après qu'elle ait ordonné à la législature du Manitoba de traduire toutes ses lois en français, la Cour suprême a entamé un nouvel épisode hier en acceptant d'entendre la Société franco-manitobaine, qui soutient que la province n'a pas fini son travail de traduction.

Selon la société, le principal groupe de pression des 60 000 Franco-manitobains, le jugement de 1985 vise une série de décisions du cabinet, ainsi que les documents apparaissant en annexe de certains documents législatifs, qui n'ont pas encore été traduits en français.

«Certains documents essentiels à la compréhension de la loi, parce qu'ils sont annexés — des références à des documents provenant d'autres provinces ou des États-Unis par exemple — ne sont pas traduits. C'est le cas dans les lois touchant les produits pharmaceutiques, ou encore dans le transport ou la construction», explique-t-il.

Le Manitoba affirme qu'elle a fini son travail de traduction — quelque 300 lois passées depuis 1980 — et que ces documents, et les arrêtés en conseil dont la Société demande la traduction, n'entrent pas dans la définition de la loi donnée par la Cour suprême en 1985.

Il soutient en outre qu'il lui faudrait traduire 1 400 documents de plus par année, si les décisions du cabinet se voyaient visées par le jugement. Le plus haut tribunal du pays a été appelé à décider hier s'il était prêt à entendre cette requête ou s'il préférerait renvoyer le travail de précision aux tribunaux inférieurs. Après trois heures d'audience, le juge en

chef Antonio Lamer, au nom des sept juges présents, a dit que la cour avait décidé à l'unanimité de s'en charger elle-même.

C'est ce que les Franco-Manitobains et la province voulaient, c'est aussi ce que demandait Alliance-Québec, ce groupe de pression représentant des anglophones québécois, qui est intervenu dans cette affaire.

Alliance-Québec est en effet impliqué dans une cause semblable, l'affaire Sinclair, qui devra aussi être entendue par la Cour suprême. Cette cause touche à la validité des lettres patentes unilingues françaises de Rouyn-Noranda.

En statuant sur la définition des documents légaux qui sont visés par son jugement, la Cour pourrait indiquer la direction qu'elle prendra dans ce second dossier.

Ainsi, la décision éventuelle de la Cour dans cette affaire aura des retombées au Québec. «Oui, bien que l'affaire Sinclair soit beaucoup plus compliquée», a précisé Michel Bastarache, l'avocat de la Société franco-manitobaine.

Hier, seul le gouvernement fédéral s'est opposé à ce que la Cour Suprême entende la requête.

Selon les avocats du Procureur général, en acceptant d'entendre cette cause, la Cour suprême accepte de trancher sur une question dont les retombées pourraient être fort importantes à travers le pays. En effet, la cour pourrait définir plus largement que le gouvernement fédéral les textes visés par le bilinguisme obligatoire. Et qui sait combien de documents fédéraux, et de toutes les provinces, devraient ainsi être traduits en plus du reste?

La Couronne aurait préféré entendre les avis des cours inférieures avant que cette question soit entendue par la Cour suprême, a expliqué Martin Low, du bureau du Procureur général.



RICHARD HÉTU

LE CRACK

MYTHES ET RÉALITÉS

commence aujourd'hui, le journaliste Richard Hétu présente ce nouveau phénomène qui déborde largement les quartiers noirs de Montréal puisqu'il a déjà atteint les quartiers de l'est de Montréal et même certaines villes de province.

Malgré que le crack ait fait son apparition à Montréal depuis plus d'un an, cette drogue et son commerce demeurent mal connus de ses adeptes et même des policiers. Les premiers la consomment sans même s'en douter tandis que les autres

se retrouvent parfois impuissants devant des trafiquants rusés, violents et bien organisés. Pourtant, on devrait s'efforcer d'en savoir plus au sujet de cette drogue pernicieuse qui crée une grande dépendance comme en témoignent ceux qui tentent de s'en affranchir et qui fait des ravages incroyables dans les villes nord-américaines où elle s'est implantée. Dans une série d'articles qui

Se croire à l'abri du crack parce qu'on pense fumer autre chose

SUITE DE LA PAGE A 1

Véhiculant une conception fautive, mais répandue chez les toxicomanes, Maury pense qu'on obtient le crack quand on «cuisine» la cocaïne en poudre avec des amphétamines ou du PCP. En revanche, soutient-il, le *freebase*, c'est de la cocaïne purifiée, libérée de ses impuretés après avoir été mélangée et chauffée avec de l'eau et du bicarbonate de soude.

Cette dernière recette, selon un chimiste du Bureau des drogues dangereuses de Santé et Bien-être social Canada, est celle du crack.

Une réaction typique

Du côté de la police, on n'est pas étonné de la confusion qui règne dans le monde de la drogue à Montréal au sujet du crack.

«C'est typique au milieu de la drogue», dit le lieutenant-détective Claude Morin, responsable des enquêtes au sein de la section des stupéfiants du SPCUM. «On utilise souvent des mots différents pour qu'une drogue passe mieux. Si tu dis crack, il y a bien du monde qui vont avoir peur. Mais si tu dis *freebase*, la drogue va mieux se vendre.

«On vit le même phénomène avec la mescaline, ajoute-t-il. Il n'y en a pas à Montréal. Et pourtant, c'est sous ce nom qu'on vend le PCP, une drogue qui a une très mauvaise réputation.»

La confusion autour de la présence du crack à Montréal a des conséquences troublantes. Selon plusieurs observateurs, le nombre de Montréalais qui fument le dérivé de la cocaïne n'augmenterait pas de façon aussi dramatique si ceux-ci savaient qu'il s'agit de la même substance qui a causé des torts considérables depuis le milieu des années 80 aux États-Unis.

Mais Montréal n'a pas l'habitude de discuter sérieusement de ses problèmes de drogue, de soutenir Gerald Sidel, le directeur de la Maison Ad-

dington, un centre de désintoxication situé dans Notre-Dame-de-Grâce. «Montréal est une ville qui se ferme les yeux, dit-il. Quand elle les rouvrira, il sera peut-être trop tard.»

Combien d'usagers ?

Il est difficile d'avoir une idée exacte du nombre de consommateurs de crack à Montréal. En juin dernier, le Groupe de travail sur la lutte contre la drogue, présidé par Mario Bertrand, se contentait de chiffrer à 60 000 le nombre d'usagers de la cocaïne dans la région montréalaise. Un chiffre qui semble cependant un peu modeste aux yeux des experts de la section des stupéfiants du SPCUM. Interrogé sur le sujet, le lieutenant-détective Morin estime qu'environ 100 000 Montréalais font un usage occasionnel ou régulier de la poudre blanche, sous une forme ou une autre. Il admet cependant qu'il s'agit d'un chiffre que ne corrobore aucune étude scientifique.

Pour plusieurs, la pénurie de recherches et de données crédibles sur la consommation des drogues dures à Montréal et ailleurs au Québec est inquiétante. À leur avis, cette situation rend aléatoire tout programme de prévention que la société québécoise peut instituer.

Malgré le rapport Bertrand, «il y a à ce niveau-là un vacuum absolu», prétend Louise Nadeau, responsable du certificat de toxicomanie à l'Université de Montréal. «On n'a pas de maîtrise sur la situation, on a aucune idée de la prospective. Là-dessus, on est à la merci de la police.»

Les ennuis de la police

Et la police, qui est la seule à tenter de pénétrer dans le milieu du crack montréalais (dans les grandes villes américaines, elle est accompagnée d'une armée de sociologues, d'anthropologues et autres ethnographes), la police, donc, a ses propres ennuis dans sa guerre aux trafiquants.

Plus d'un an après la fameuse opération «Crackdown», qui a mis un frein au commerce du dérivé de la cocaïne sur la rue Dulongpré, à Cartierville, les points de vente se sont multipliés dans plusieurs autres quartiers de la ville, dont Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce et la Petite-Bourgogne.

Contrôlé en grande partie par des Noirs anglophones, le commerce du crack, qui sévit dans ces trois quartiers, pose aux policiers du SPCUM un problème beaucoup plus grand que celui de Cartierville, où la clientèle se composait de gens de tous les âges, de toutes les couleurs et de tous les milieux, selon le lieutenant-détective Morin.

«Le commerce du crack se déroule désormais sous le couvert de ghettos, où il nous est de plus en plus difficile de nous infiltrer, dit M. Morin. C'est sûr qu'on a des informateurs qui sont dans le milieu. Mais le plus gros problème qu'on a actuellement, c'est d'entrer et de transiger avec une personne.

«Et quand tu y parviens, ajoute M. Morin, tu ne sais jamais de qui t'achètes. Tu entres dans la maison, il n'y a pas de lumière. Le gars est noir et il fait noir. Tu lui donnes l'argent et tu te sens mal à l'aise parce que traditionnellement, dans ces crack houses, on retrouve des armes. Notre gars, ça ne lui tente pas de faire du zèle pour

essayer de voir un peu plus loin et d'essayer de reconnaître le vendeur.»

Aussi dans l'est

Mais il y a plus. La police éprouve aussi des ennuis à prendre la mesure réelle d'un commerce de crack qui sévit parallèlement dans l'est de Montréal, dans le quartier Centre-Sud notamment. Il s'agit d'un trafic dont on parle beaucoup moins, mais qui est néanmoins important, selon la police. «On n'en parle pas parce qu'on ne veut pas en parler, mais parce que c'est presque pas apparent», dit le lieutenant-détective Morin.

Selon le policier de la section des stupéfiants, «les Blancs francophones de l'est de Montréal» ne vendent pas leur crack sous forme de roches mais dans des sachets où on retrouve de la cocaïne en poudre et du bicarbonate de soude dans les proportions nécessaires à la préparation du crack. Les consommateurs ajoutent eux-mêmes l'eau au mélange et le font chauffer dans une cuillère ou une éprouvette pour obtenir une petite roche.

D'autres consommateurs achètent tout simplement de la cocaïne en poudre et se procurent eux-mêmes du bicarbonate de soude. Selon M. Morin, les Blancs de l'est de Montréal parviennent ainsi à éviter les peines plus lourdes liées à la possession ou au trafic de crack.

Ils réussissent aussi à brouiller encore davantage le portrait déjà confus du commerce du crack à Montréal.

Le crack a atteint l'arrière-pays

RICHARD HÉTU

Le commerce du crack s'est étendu aux villes de province au cours des derniers mois.

Selon un chimiste du bureau des drogues dangereuses de Santé et Bien-être social Canada, qui analyse tous les échantillons de crack qui sont saisis par les corps policiers du Québec, on retrouve désormais le dérivé de la cocaïne dans des villes comme Québec, Sherbrooke et Joliette.

Le chimiste, qui demande qu'on taise son nom de même que celui de la ville où se trouve le bureau des drogues dangereuses de Santé Canada, a analysé ses premières roches de crack en septembre 1989, à l'époque de l'opération «Crackdown», dans le quartier Cartierville, situé dans le nord de Montréal.

«Depuis ce temps-là», a-t-il déclaré au cours d'un entretien téléphonique, «ça progresse tranquillement. Avant, on ne retrouvait pas de crack en dehors de Montréal. Aujourd'hui, la drogue apparaît à Joliette, à Québec, à Sherbrooke.»

Et d'ajouter: «À 90 p. cent, le crack qu'on analyse, c'est de la cocaïne pure. Il reste parfois du bicarbonate de soude qui reste emprisonné, mais pas d'autres substances.»

Pas encore de ice

Selon le chimiste, le crack est la seule nouvelle drogue à s'être implantée au Québec au cours des derniers mois. En dépit du démantèlement d'un laboratoire clandestin de «ice» à Sainte-Béatrix par la Sûreté du Québec en octobre dernier, celui-ci n'a pas l'impression que cette drogue est sur le point de faire une percée dans la province.

Le «ice», un dérivé de la métamphétamine, se fume de la même façon que le crack et produit des effets semblables mais beaucoup plus prolongés. Certains pensent qu'il s'agit de la drogue des années 90.

«On n'a jamais reçu de ice dans nos laboratoires», dit le chimiste, qui n'est pas certain d'en voir non plus un jour. «Au départ, ajoute-t-il, le laboratoire de ice de Sainte-Béatrix, c'était pour le marché des États-Unis. C'était des Américains qui étaient derrière ça.»

La présence sur le territoire québécois d'un laboratoire de drogues chimiques destinées au marché américain n'est pas un nouveau phénomène, semble-t-il.

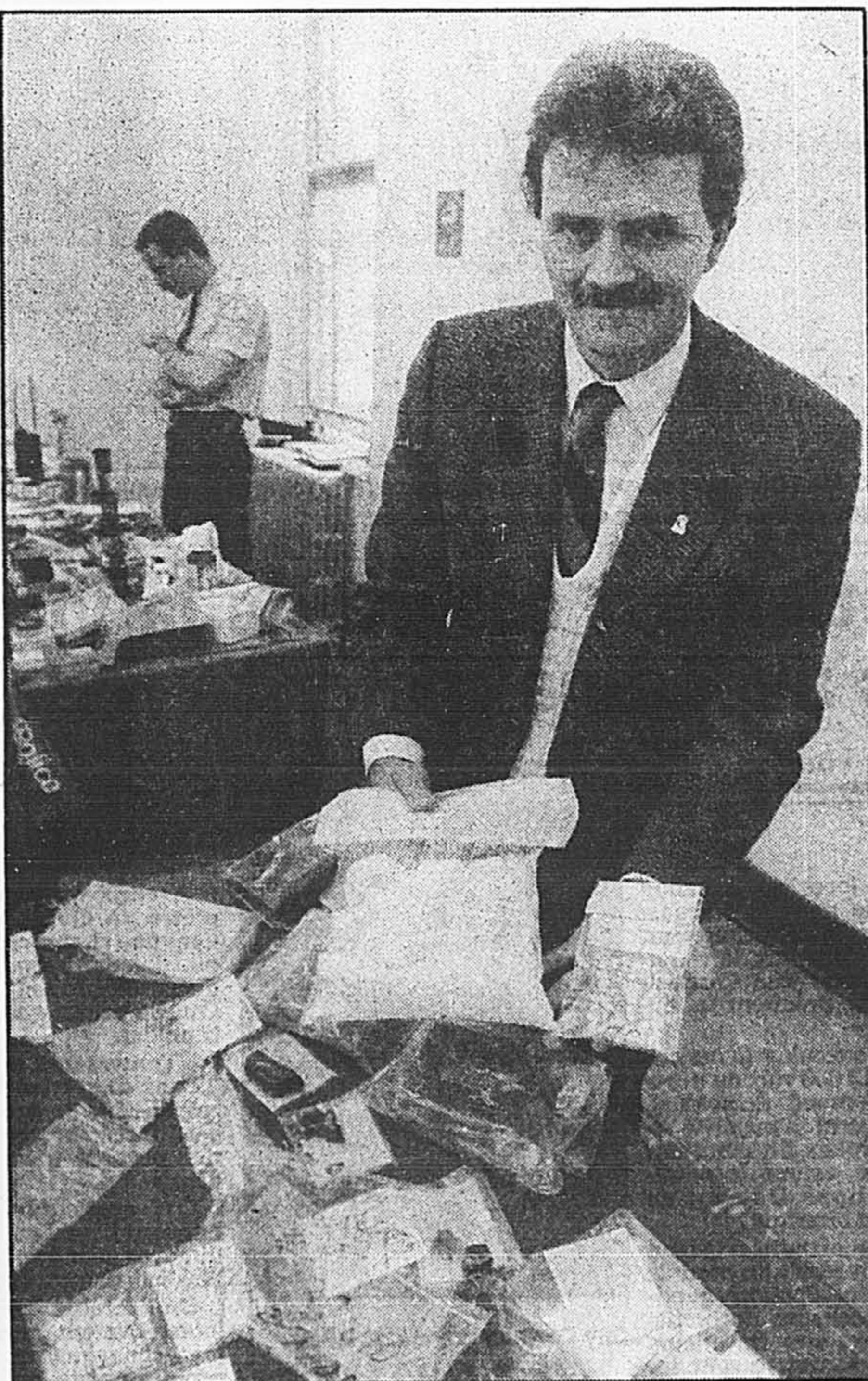
«Il y a toujours eu des laboratoires de speed au Québec, mais cette drogue est écoulée en Ontario ou aux États-Unis, dit le chimiste. Il n'y a pas eu de speed sur le marché québécois depuis 25 ans. Il semblerait qu'il n'y ait pas de marché pour ça.

DEMAIN: «On devient de véritables esclaves».



Enveloppé dans du papier aluminium, le crack se vend de 10 à 20 \$ la dose de ,06 g, selon le secteur de la ville où le dérivé de la cocaïne est acheté.

PHOTO: La Presse



Décembre 1989. L'agent James Anderson, de la section des stupéfiants, montre un sachet de cocaïne et un autre contenant du crack au terme d'une opération qui devait infliger une première défaite aux trafiquants du dérivé de la poudre blanche. Ceux-ci se sont relevés depuis.

PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

Du freebase au crack: une affaire de marketing

Comment le crack est passé du stade de la consommation à celui du trafic à haute échelle

RICHARD HÉTU

Contrairement à ce que pensent plusieurs adeptes de la cocaïne, il n'y a aucune différence dans les ingrédients qui sont employés pour la fabrication du *freebase* et du crack. Les deux termes font simplement référence à des étapes différentes dans l'évolution de la consommation et du commerce de la poudre blanche.

À Montréal, plusieurs adeptes de la cocaïne font remonter à quatre ou cinq ans la popularité du *freebase*. Comme les Américains dans les années 70, ceux-ci ont découvert qu'ils pouvaient obtenir une sensation beaucoup plus intense en inhalant de la cocaïne qui avait préalablement été purifiée grâce à un procédé relativement simple.

Comme l'indique le nom anglais de la substance, il s'agissait de «libérer» la cocaïne de sa «base» (l'acide chlorhydrique et autres impuretés) en faisant chauffer la poudre blanche avec du bicarbonate de soude, de l'ammoniaque ou du Drano et de l'eau (l'utilisation de l'éther dans le procédé de purification est vite tombée en désuétude parce qu'elle est trop dangereuse).

«En chauffant le mélange à 100 degrés, ce qui ressemble à une grosse goutte d'huile va se former au fond du contenant utilisé» (une casserole, une cuillère ou une éprouvette), explique un chimiste au bureau des drogues dangereuses de Santé et Bien-être social Canada. «Pour que la goutte d'huile, qui est de la cocaïne purifiée, prenne en pain ou en roche, il suffit de laisser refroidir le tout.»

De la consommation au trafic

Souvent fumé à l'aide d'une pipe de verre, le *freebase* a d'abord été une drogue de consommation, populaire surtout dans les milieux aisés. Aux États-Unis, ce n'est qu'au milieu des années 80 qu'elle est devenue une drogue de trafic, adoptant dès lors le nom de crack.

Vendu dans des petites fioles à 5 \$ l'unité, le crack s'est rapidement acquis des adeptes dans les quartiers les plus démunis des grandes villes américaines, entraînant une hausse considérable de la violence et de la criminalité.

À Montréal, selon la police, le trafic du crack n'a pris son envol qu'en 1989. Aujourd'hui, une roche de cocaïne, qui pèse en général ,06 gramme, coûte de 10 à 20 \$, selon le secteur de la ville où on l'achète. Dans

l'est de Montréal, les personnes qui se procurent de la cocaïne en poudre pour en faire eux-mêmes du crack achètent en général des sachets de ,25 gramme au coût de 25 \$.

Comme c'est souvent le cas pour plusieurs phénomènes dans le monde de la drogue, personne ne s'entend pour expliquer comment les roches de cocaïne ont acquis le nom crack. Certains racontent que ce mot fait allusion au bruit que la drogue fait entendre lorsqu'elle est fumée. D'autres pensent plutôt qu'il s'agit d'une référence au bruit qu'elle fait quand elle est cuite.

Et d'autres encore estiment que le mot crack est tiré de l'expression «Let's crack a pipe» que les adeptes du *freebase* employaient à une époque en faisant allusion à leurs pipes de verre qui craquaient souvent sous l'effet de la chaleur.

Des petites quantités

Quoi qu'il en soit, les saisies de crack effectuées par les policiers du SPCUM au cours des deux dernières années demeurent modestes. Selon les statistiques de la section des stupéfiants, 94,94 grammes du puissant dérivé de la cocaïne (ou 1582 roches) ont été saisies par la police du 1 jan-

vier au 31 octobre 1989. Au cours de la même période cette année, la police a saisi 149 grammes de crack (ou 2483 roches).

Si on considère que les adeptes du crack deviennent rapidement accrochés à cette drogue et qu'ils doivent en consommer plusieurs doses par jour, force est de constater que le nombre de roches de crack saisies en une année sur l'île de Montréal ne parviendrait pas à satisfaire l'obsession de dix usagers.

«Je me vante si je dis que nous saisissons 10 p. cent du crack qui circule à Montréal», reconnaît le lieutenant-détective Claude Morin, de la section des stupéfiants. «Nous sommes probablement plus près de cinq p. cent.»

À ce jour, la plus importante saisie de crack à Montréal a permis à la police de mettre la main sur 150 roches de crack. La plupart du temps, quand une arrestation est effectuée, la police trouve une à dix roches.

Deux raisons font que les trafiquants ne gardent que de petites quantités de crack sur eux, selon la police: la sévérité des sentences qui sont désormais infligées dans le cas de trafic de crack et la violence dont peuvent être victimes ceux qui se promènent avec plusieurs roches de cocaïne dans les poches.

PASCAL

SAMEDI & DIMANCHE.. ÉCONOMISEZ*

2 JOURS SEULEMENT

SAMEDI:
9 h - 17 h
DIMANCHE:
11 h - 17 h
* En plus des achats spéciaux
SUPER


Chaufferette à élément en céramique
5200 BTU. Thermostat intégré. Contrôle de température de 700W à 1500W.....No 1279602

Solde
57⁸⁸
ch.

Notre prix
74⁹⁹

ÉCONOMISEZ
17\$

SKIL Twist


Tournevis rechargeable
À inversion. Commutateur à bascule. Tige à 2 bouts incluse.....No 0958328

Solde
18⁸⁸
ch.

Notre prix
39⁹⁹

1/2
PRIX!

STANLEY


Coffre de mécanicien à 3 tiroirs
Coffre verrouillable en acier. Peut être superposé à une armoire sur roulettes. Fini émaillé.....No 1466127

49⁸⁸
ch.

Quant. lim.:
200 pour la chaîne

ACHAT SPÉCIAL!



Norwall Group



Choix de plus de 100 motifs de papier peint & bordures*
Le choix varie d'un magasin à l'autre

1/2
PRIX!

ECONOMISEZ
20%



Solde
15⁸⁸
ch.

Chaise pliante rembourrée en métal
Couleurs décoratives assorties.....No 1220381

ECONOMISEZ
10\$



Solde
12⁹⁷
ch.

Poubelle Roughneck® de 77 L
En plastique. Couverture blocable. Bleu.....No 0946907

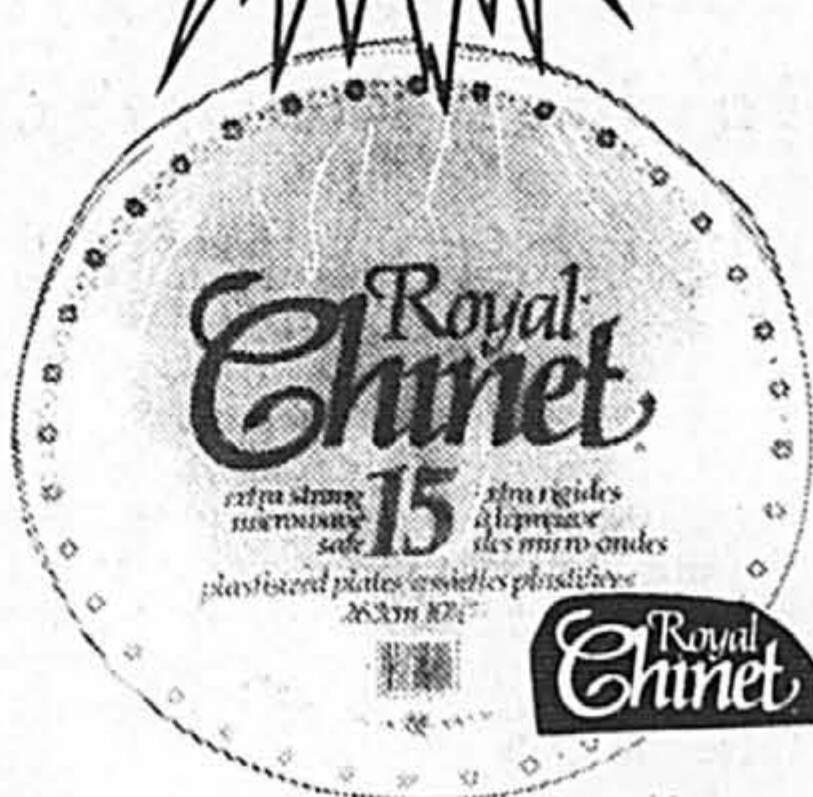
ECONOMISEZ
20%



Solde
7⁹⁷
ch.

Plat antiadhésif "Original"
11-1/4 x 8-1/2 x 2". Gar. lim. de 1 an.....No 1452185

ECONOMISEZ
1/3
DE RABAIS!



Solde
1⁹⁹
le pqt de 15

Paquet de 15 assiettes de carton
10-1/2" de diam. Vont au micro-ondes!.....No 0391727

ECONOMISEZ
40%



Solde
1²⁹ 77¢
le pi. lin.

Tapis protecteur de 27" de largeur
Vinyle transparent résistant.....No 0394572

ACHETEZ MAINTENANT & ÉVITEZ LA TAXE DE 7% SUR LES PRODUITS & SERVICES EN VIGUEUR LE 1^{er} JANVIER 1991

CENTRES COMMERCIAUX

• Place Versailles - 7275 est, rue Sherbrooke... 353-1150
• Boulevard Pie IX - 4750 est, rue Jean-Talon... 722-4681
• Galerie Normandie - 2670 boul. de Salaberry... 334-6311

• Les Jardins Dorval - 400 av. Dorval... 631-4291
• Fairview Pointe-Claire - 6728 Trans-Canada... 695-6655
• Greenfield Park - 473 boul. Taschereau... 672-1771

Notre nouveau magasin: La Tour du Faubourg - Guy & Ste Catherine... 933-6333

• Le Carrefour Laval - 3055 boul. Carrefour... 687-1220
• Carrefour Angingnon - 7075 boul. Newman... 364-4442
• La Place Vertu - 3305 Cote Vertu... 745-4220

MAGASINS

• 6825 Côte-des-Neiges... 735-2534
• 301 ouest, rue St-Antoine... 878-5574
• 5742 av. du Parc... 878-5600
• 4833 ouest, rue Sherbrooke... 878-5605
• 4050 Wellington, Verdun... 878-5611

• St-Jean-sur-Richelieu... 359-1666
645 rue Pierre Caisse

HEURES D'OUVERTURE POUR NOËL*

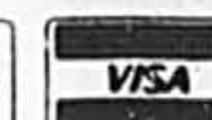
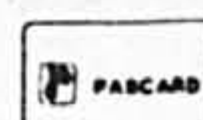
Du 1 au 23 déc., lun.-ven.: 9 h à 21 h, sam.: 9 h à 17 h, dim.: 11 h à 17 h

* 301 ouest, rue St-Antoine, lun.-ven.: 9 h à 18 h, sam.: 9 h à 17 h, dim.: 11 h à 17 h

Ces prix sont en vigueur les 8 et 9 déc. seulement. "Notre prix" indique notre prix de tous les jours.

* Non disponible à: La Tour du Faubourg 9 2670, rue de Salaberry - 4833, rue Sherbrooke Ouest - 5742, av. du Parc 9 4050, rue Wellington, Verdun.

PASCAL



Le parlement irakien entérine la libération des otages

d'après AFP et Reuter
BAGDAD

■ Le parlement irakien a entériné hier à une écrasante majorité la libération de tous les étrangers retenus contre leur gré depuis l'invasion du Koweït. Les premiers devraient regagner leur pays aujourd'hui. La proposition formulée en ce sens jeudi par Saddam Hussein a été votée à main levée par les 250 membres de l'Assemblée nationale réunie en séance extraordinaire. Seuls 15 députés ont voté contre.

Cette décision concerne l'ensemble des quelque 2 600 étrangers encore retenus à Bagdad et au Koweït, que leurs gouvernements considèrent comme des otages. Dans leur majorité, ce sont des Britanniques et des Américains. La plupart étaient libres de leurs mouvements, mais au moins 500 d'entre eux servaient de «boucliers humains» sur des sites stratégiques, afin d'écarter la menace d'une offensive de la force multinationale massée dans le Golfe.

Lors du débat, un député a demandé que les 1 200 Britanniques et les 700 Américains concernés soient exclus de cette décision, «car leurs gouvernements dirigent le camp adverse». Sa proposition, qui n'était soutenue que par une dizaine de parlementaires, n'a pas été soumise au vote. Une autre proposition a subi le même sort. Son auteur préconisait un report de la libération au 15 janvier, date limite fixée la semaine dernière par le Conseil de

Sécurité des Nations unies avant un éventuel recours à la force.

La délivrance des visas de sortie et le transfert en Irak des étrangers qui se trouvent encore au Koweït risquent de prendre des jours, d'autant plus que beaucoup de ces derniers vivent toujours dans la clandestinité. D'après le ministre de l'Information, Latif Znaïf el Jassem, ils n'ont rien à craindre, et bénéficieront eux aussi du décret de libération. De source diplomatique, on estime que le rapatriement devrait être terminé avant Noël.

En ce qui concerne les modalités pratiques, on ignore si Bagdad autorisera l'intervention de compagnies aériennes étrangères ou s'il exigera le recours à des appareils des Iraqi Airways, comme cela a été le cas lors des libérations précédentes. A l'époque, certains avions étrangers avaient quand même été autorisés à se poser. Enfin, l'ambassadeur d'Irak aux Nations unies a présenté hier ses excuses pour la détention d'étrangers au Koweït et dans son pays, en ajoutant que Bagdad n'attendait rien en échange de leur libération.

D'autre part, les États-Unis ont annoncé hier qu'ils n'accepteraient pas que soit organisée la rencontre entre le président George Bush et Tarek Aziz sans que l'Irak accepte également de fixer la date du voyage à Bagdad de James Baker. Le département d'État a précisé que l'Irak avait proposé que Tarek Aziz se rende à Washington le 17 décembre mais n'avait pas proposé de date

pour le voyage à Bagdad du secrétaire d'État américain.

Par ailleurs, le porte-avions américain Ranger et ses sept bâtiments escorteurs ont quitté aujourd'hui leurs ports d'attache de San Diego et de Long Beach pour le Golfe. Le Ranger doit rejoindre d'ici trois semaines les trois

porte-avions patrouillant déjà dans la région, le Kennedy, l'Eisenhower et le Midway. Il sera à son tour rejoint par les porte-avions America et Theodore Roosevelt.

Il s'agit du déploiement de navires de guerre américains le plus important depuis la Seconde

Guerre mondiale. Outre les six porte-avions, deux cuirassés, le Missouri et le Wisconsin, des croiseurs lance-missiles, des destroyers, des frégates et des navires d'accompagnement, soit au total plus de 80 bâtiments, seront présents dans le Golfe, la mer d'Oman et la mer Rouge.



TELEPHOTO PC

M. Pyrali Rustum, 73 ans, et son épouse, Sherbanu, 67 ans, tous deux de Toronto, se trouvaient à Bagdad depuis que l'Irak avait envahi le Koweït le 2 août. Pyrali Rustum avait été avisé jeudi par les autorités irakiennes à Bagdad qu'il était libre de quitter le pays immédiatement. Le couple est censé quitter Amman, la capitale jordanienne, durant le week-end à destination de Londres où il a l'intention de demeurer chez des amis pendant quelques jours avant de prendre le chemin de Toronto.

Walesa sur la corde raide

d'après AFP
VARSOVIE

■ À 24 heures du second tour de l'élection présidentielle polonaise, Lech Walesa semblait en vue de la magistrature suprême, mais la presse n'excluait pas une victoire surprise de son adversaire Stanislaw Tyminski en cas de faible participation.

Les sondages accordent au chef de Solidarité deux ou trois fois plus de voix qu'à Stanislaw Tyminski. Le plus récent donnait mercredi 76 points au premier et 16 au second. Editorialistes et auteurs d'enquêtes notent cependant que ces sondages sont peu fiables, à cause d'une atmosphère surchauffée où certains électeurs n'ont pas osé se livrer.

«Il se peut que tous les sondages donnent des prévisions fausses, car on peut supposer que les partisans de Tyminski craignent de révéler leur préférence réelle face aux pressions de la propagande», selon l'institut OBOP. «Il est également possible que certains de ceux qui expriment leur soutien à Walesa n'aient pas voté, estimant la victoire acquise d'avance. Si la participation tombe au-dessous de 40 pour cent, la victoire de Walesa sera peut-être compromise», a déclaré Slawomir Nowotny, directeur de l'institut Demoskop, au quotidien gouvernemental Rzeczpospolita.

Stanislaw Tyminski, homme d'affaires revenu en Pologne pour disputer les élections après avoir passé 21 ans au Canada et au Pérou, a rallié les suffrages de Polonais durement touchés par les mesures d'austérité adoptées par



Stanislaw Tyminski, le candidat à l'élection présidentielle polonaise qui avait promis de dévoiler des faits troublants sur la vie personnelle de Lech Walesa au début de la campagne, n'a apporté que de bien faibles preuves pour étayer ses accusations.

TELEPHOTO PC

le gouvernement de Solidarité. Tout en menaçant de publier des «documents personnels» compromettants sur Lech Walesa, il s'est plaint des méthodes utilisées contre lui et envisage de poursui-

vre la télévision nationale après la diffusion d'une émission où il était accusé de battre sa femme. La campagne a été entachée d'accusations, de menaces et d'attaques personnelles.

Appel de Bush aux Chiliens

d'après Reuter
SANTIAGO

■ Le président George Bush a quitté hier le Chili pour le Venezuela, dernière étape de sa tournée sud-américaine, après avoir déclaré aux milieux d'affaires chiliens que la croissance économique ne pouvait aller sans démocratie.

«En tant que dirigeants du monde des affaires, vous avez un rôle particulièrement crucial à jouer pour que le Chili se maintienne sur la voie de la prospérité», a-t-il dit dans un discours à la Chambre de commerce américano-chilienne. «Cela exige un soutien tenace à la démocratie adoptée par le Chili».

Il a promis que les États-Unis favoriseraient la croissance économique du Chili en développant les échanges commerciaux et en encourageant les réformes.

Durant sa courte visite, il a pris part jeudi soir à un banquet officiel où se côtoyaient la veuve du président chilien Salvador Allende et le général Augusto Pinochet, auteur du coup d'État de 1973 dans lequel Salvador Allende trouva la mort.

Washington accélère l'aide militaire au Salvador

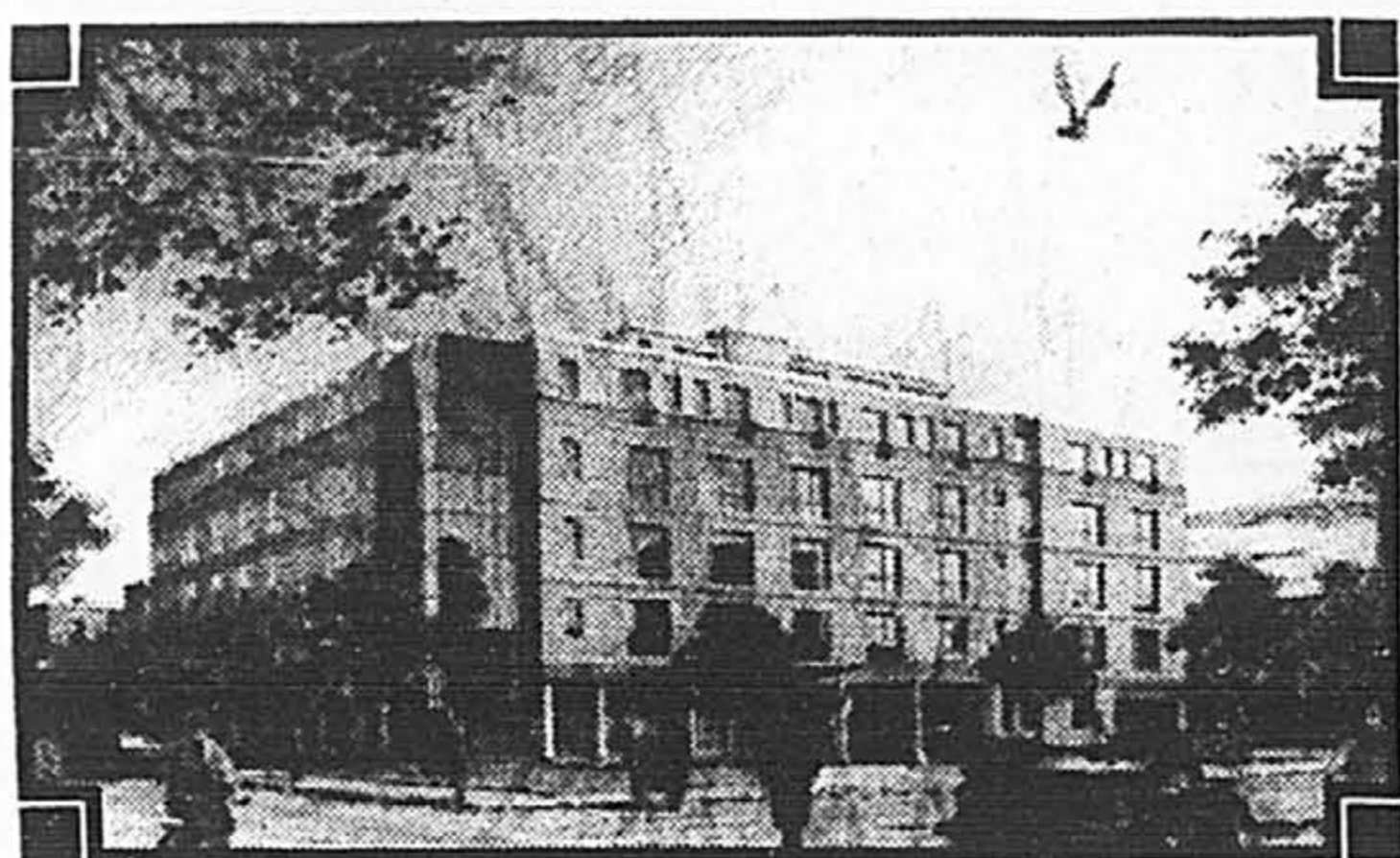
d'après AFP
WASHINGTON

■ Les États-Unis ont décidé d'accélérer leur aide militaire au gouvernement salvadorien en réponse à «la grave escalade» des attaques des guérilleros, a annoncé hier le département d'État.

De plus, le gouvernement étudie l'offensive des guérilleros, leur recours à des missiles sol-air et leur «inflexibilité» dans les négociations de paix avec le gouvernement pour voir s'ils justifient une reprise de l'aide militaire suspendue par le Congrès, a annoncé le département dans un communiqué.

Le Congrès a réduit de moitié, de 85 millions de dollars à 42,5 millions, l'aide militaire pour l'année budgétaire en cours, afin notamment d'obliger l'armée à respecter les droits de l'Homme. Cette aide peut être débloquée si le Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN) semble en mesure de renverser le gouvernement.

48,1 millions de dollars seront déboursés d'urgence «pour permettre au gouvernement salvadorien de remplacer le matériel endommagé par les récentes attaques des guérilleros, spécialement les avions abattus par des missiles sol-air», indique le communiqué. 33,7 millions viennent du budget 1991 en cours, 10,6 sont au titre du budget 1990.



Château WESTMOUNT
(Au coin de l'avenue Victoria et du boulevard de Maisonneuve)

MAINTENANT PRÊT POUR OCCUPATION

UNE
RÉSIDENTE
POUR AÎNÉS
EN PERTE
D'AUTONOMIE

Le centre de soins Château Westmount est unique au Québec. Aucun autre établissement n'a encore conjugué soins de santé de grande qualité et environnement luxueux.

Le bien-être de la personne aînée en perte d'autonomie est la préoccupation principale au Château Westmount. Une équipe de spécialistes, en consultation avec le Centre d'Études sur le Vieillessement et la Faculté de Soins Infirmiers de l'Université McGill, a conçu et mis au point ce nouveau concept en matière de soins de santé et d'hébergement.

CHÂTEAU WESTMOUNT, c'est choisir la sécurité et une qualité de vie sans compromis.

CHÂTEAU WESTMOUNT, lorsque la santé et le style de vie n'ont pas de prix.

Pour de plus amples informations ou pour une visite : Mme Thérèse Blouin-Rioux
4860, boul. de Maisonneuve ouest
Westmount, Québec H3Z 3G2
Tél : (514) 369-3000

Visite libre

samedi
et dimanche
de 10h à 16h

PLACE VILLE MARIE, DE TOUT POUR VOUS À NOËL!

Pour le cadeau recherché ou les petits achats de dernière minute, les 105 boutiques de la Place Ville Marie ont tout ce qu'il vous faut! Profitez-en pour y magasiner et vous pourrez profiter de notre service d'emballage-cadeaux gratuit (preuve d'achat requise).

OUVERT LE DIMANCHE

Pour faciliter davantage vos préparatifs de Noël cette année, les boutiques de la Place Ville Marie seront ouvertes tous les soirs du lundi au vendredi jusqu'à 21hres et les dimanches de 11h00 à 17hres.



PLACE VILLE MARIE
Au coeur du centre-ville

Une réalisation de Trizac

STATIONNEMENT 2.75\$

Après 17h00 le jeudi et le vendredi, et toute la journée samedi et dimanche avec preuve d'achat validée par les magasins et les restaurants de la Place Ville Marie.

La vague d'immigrants juifs soviétiques à la source de mille tensions en Israël

VICTOR CYGIELMAN
collaboration spéciale
TEL-AVIV

«Quelle est la deuxième langue d'Israël?» «L'hébreu», répondent les Telaviviens, «car la première langue est le russe». Cette boutade exprime certes l'émerveillement amusé des Israéliens devant «l'invasion» des juifs russes, mais aussi une inquiétude sous-jacente, refoulée parce qu'opposée à l'idéal sioniste, bien que présente dans l'inconscient collectif.

Douze nouvelles villes vont naître en Israël, peuplées, pour l'essentiel, par un million ou plus d'immigrants juifs, qui sont censés arriver au cours des deux ou trois prochaines années. Voilà ce que vient de révéler Ariel Sharon, ministre de l'Habitat, qui a montré sur une carte les sites de ces villes - de la Galilée, au nord, au Néguev, dans le sud du pays. Détail significatif: toutes ces villes se trouvent à l'intérieur des frontières d'Israël avant juin 1967. Ariel Sharon, super faucon du Likoud, renoncera-t-il aux territoires de la Cisjordanie et de Gaza occupés?

«Nullement, répond Sharon. Ces territoires sont d'une importance cruciale pour notre sécurité, pour notre défense stratégique. Pas question d'y renoncer. Mais afin de ne pas faire tarir le flot d'immigrants juifs russes, nous ne dirigerons pas ces immigrants vers ces territoires.»

Un million de juifs russes

Un million de juifs russes. Au

moins. Au consulat israélien à Moscou on parle de près de deux millions de candidats-immigrants. 150 000 sont déjà arrivés cette année. 400 000 sont attendus en 1991. Le rythme d'arrivants augmente de mois en mois, de semaine en semaine. Israël est-il vraiment prêt à les accueillir, à les loger, à leur fournir du travail? Le gouvernement dit «oui». À conditions que les Israéliens se serrent la ceinture, c'est-à-dire acceptent d'abaisser leur niveau de vie, que les juifs du monde entier se cotisent davantage, que les États-Unis garantissent d'importants prêts bancaires portant sur des centaines de millions de dollars.

La plupart des experts économiques israéliens sont sceptiques et critiquent les mesures prises par le gouvernement Shamir. M. Dov Lautman, président de l'Union des industriels israéliens, accuse le gouvernement de ne pas être préparé, de ne pas s'être mobilisé, en priorité, pour ces tâches immenses, avant tout pour ce qui est de la création d'emplois. L'opposition de gauche affirme que le gouvernement trompe l'opinion israélienne: seule la paix peut libérer les ressources nécessaires — dévorées aujourd'hui par les dépenses militaires — à l'intégration de centaines de milliers de nouveaux immigrants. «Il faut choisir: les territoires ou l'immigration», affirme un éditeur de la *Haaretz*. On connaît le diction: des canons ou du beurre. «Le gouvernement Shamir veut réaliser l'impossible: avoir des canons, du beurre et un million de juifs russes», affirme le député sioniste de gauche Yossi Sarid.

Les nouveaux immigrants ne s'occupent pas (pas encore) de ces choix politiques. Ils sont préoccupés par leur avenir immédiat, par des problèmes concrets. «Par rapport au travail, les logements sont secondaires», affirment leur porte-parole. On peut supporter d'être temporairement mal logés — disent-ils — même dans de petites maisons préfabriquées. Mais rester, pendant de longs mois, sans travail est humiliant, démoralisant, insupportable, même si l'État subvient aux besoins vitaux minimum des nouveaux immigrants pendant les deux premières années.

Cependant, il n'y a pas que les problèmes de travail et de logement. La présente vague d'immigration pose un défi sans précédent à la société israélienne. Et pas seulement à cause des masses humaines qui se déversent dans le petit État d'Israël. Si deux millions de juifs russes débarquent d'ici 1995, la population juive d'Israël aura augmenté de 50 p. cent. C'est énorme mais pas beaucoup à côté de la vague de nouveaux arrivants qui déferla sur le jeune État hébreu entre 1949 et 1951: en trois ans, la population juive tripla, passant de 650 000 à 1,8 million.

Une immigration amorphe

Le défi inhérent à cette nouvelle immigration est d'une nature différente. Les juifs russes qui débarquent aujourd'hui sont apolitiques, asionistes. D'un côté, cela comporte un aspect positif: ces gens qui fuient l'anarchie, l'insécurité croissantes en URSS, arrivent en Israël sans rêves sionistes,

sans illusions aussi. Ils sont prêts à retrousser les manches, à travailler dur, sans rechigner, pour se faire une place au soleil. D'un autre côté, ces immigrants observent Israël d'un regard froid, détaché, sans sentimentalisme. Déjà, ils jugent négativement certains aspects de la société israélienne: l'emprise religieuse, par exemple, qui les concerne directement. Non seulement les immigrants russes sont des laïcs, sans aucune tradition religieuse, mais la multiplication des mariages mixtes crée des problèmes à l'establishment orthodoxe israélien. Le rabbin Itzhak Peretz, ministre de l'Absorption, dont la tâche est pourtant de faciliter l'intégration des nouveaux immigrants, veut contrôler, c'est-à-dire limiter la libre immigration des juifs russes. Il affirme que 30 p. cent parmi eux ne sont pas de «vrais» juifs, selon le strict codex orthodoxe. Les nouveaux immigrants sont effarés, choqués par ce qu'ils voient comme une discrimination religieuse.

Ce n'est pas tout. Ils observent la société israélienne, ses manifestations culturelles (musique, théâtre, etc.) et la jugent inférieure à la société et à la culture russes. Un grand nombre de ces nouveaux venus ne savent rien du judaïsme. Pas seulement d'un point de vue religieux. Ils ne s'intéressent nullement à l'histoire juive, à la tradition, au sionisme, à Israël. Loin de tout cela, ils se voulaient russes, se considéraient comme des Russes. Brusquement, sous les effets de la *perestroïka*, la montée du nationalisme russe, ukrainien, lituanien, etc. et ses composantes antisémites, les ont

acculés à l'émigration vers Israël. Pas par choix mais par nécessité. Les portes des États-Unis, de l'Europe occidentale, leur sont fermées.

Un pays aux espaces étroits

Ils arrivent dans ce pays aux espaces étroits et où tout est différent: le climat, la langue, les mœurs, tout. Beaucoup s'inclinent devant l'inévitable et se mettent à étudier l'hébreu avec diligence, avec acharnement. Beaucoup d'autres se rebiffent. Ils s'accrochent à leur langue, le russe, véhicule d'une grande et riche culture, la leur. Ils se révoltent contre la nécessité de s'hébraïser, de s'assimiler. Cette révolte s'exprime dans les articles publiés dans la presse en langue russe. Israël connaît actuellement une explosion de journaux russes qui ont jailli comme des champignons après la pluie. Le plus important de ces journaux, *Nasha Strana*, vient de publier une polémique entre le professeur Dimitri Segal et Edward Baltow, principal idéologue antisioniste de la nouvelle immigration russe. Baltow s'élève ouvertement contre l'obligation d'apprendre l'hébreu. Il invoque le texte de la proclamation de l'indépendance de l'État d'Israël (1948) pour réclamer l'introduction du russe comme une des langues officielles d'Israël, à côté de l'hébreu et de l'arabe. «Si la langue des 700 000 Arabes, citoyens d'Israël, est une langue officielle, pourquoi pas la langue d'un million de juifs russes?», écrit Edward Baltow.

D'autres intellectuels juifs de l'URSS exigent «au moins» la la-

tinisation de l'alphabet hébreu. «Les autorités israéliennes sont sur le point d'inaugurer une nouvelle chaîne à la radio de l'État qui diffusera des programmes en russe, quinze heures par jour. L'objectif: aider les nouveaux immigrants à se familiariser avec la réalité israélienne, leur donner une tribune pour s'exprimer, est sans doute louable, écrit le professeur Mikhaïl Agursky (qui vit en Israël depuis une dizaine d'années) dans le quotidien hébreu *Hadashot*. «Mais cette chaîne risque de renforcer les tendances séparatistes russes».

Il est aussi question dans certains milieux de la nouvelle immigration, de créer un «Parti russe» qui participerait aux prochaines élections dans deux ans. Pourquoi? Afin de disposer d'un lobby russe à la Knesseth pour défendre les intérêts spécifiques des nouveaux immigrants.

Pareille initiative renforcerait encore l'antagonisme déjà existant entre nouveaux immigrants et anciens habitants d'Israël. Les jeunes Israéliens, surtout, sont furieux. Les prix des loyers augmentent sans cesse. Des milliers, demain des dizaines de milliers de jeunes couples, incapables de suivre cette hausse des loyers, se sentent victimes de discrimination par rapport aux juifs russes, dont l'État paie le loyer pendant au moins un an.

Tensions sociales, tensions économiques, tensions culturelles, la vague d'immigrants venue de l'URSS pose de graves problèmes à Israël. Et vice-versa.

DÉPÊCHES

INDE

Affrontements

■ Au moins 19 personnes ont été tuées et plus de 50 autres blessées lors d'affrontements entre groupes rivaux à Hyderabad (sud de l'Inde) et Aligarh (nord), a rapporté, hier, l'agence indienne PTI. PTI n'a pas identifié les groupes impliqués dans les affrontements, mais, selon des sources bien informées à New Delhi, les violences ont opposé des hindouistes et des musulmans. Un couvre-feu illimité a été imposé dans les deux villes.

GUATEMALA

L'armée accusée

■ Pour la première fois dans l'histoire du Guatemala, l'armée a été accusée officiellement hier de violations des droits de l'homme, et plus précisément de «génocides», à la suite du massacre qui a fait 16 morts, dans la nuit de samedi à dimanche dernier, dans la ville de Santiago Atitlan, ville de 30.000 habitants, à l'ouest de la capitale. Le Procureur Ramiro De León Carpio a formellement désigné l'armée guatémaltèque comme étant la responsable de la tuerie, dans un rapport publié hier.

OTAN

Nouvelle orientation

■ L'OTAN s'est engagée hier à réduire son arsenal nucléaire déployé en Europe durant la Guerre froide, mais en insistant sur la nécessité de conserver une défense incluant certaines armes atomiques pour protéger l'Occident contre des menaces futures. «A l'issue d'une réunion de deux jours consacrée à la redéfinition de leurs moyens militaires, les ministres de la Défense de l'Alliance atlantique ont annoncé qu'une stratégie répondant aux besoins nouveaux de la coopération Est-Ouest serait au point au printemps prochain.

ANGLETERRE

Maggie honorée

■ La reine Elizabeth a décerné hier l'ordre du mérite, la plus haute distinction du royaume, à Margaret Thatcher, qui a fait savoir qu'elle ne souhaitait pas être personnellement élevée à la pairie. L'ordre ne comprend que 24 membres. Son époux, Denis Thatcher, a été fait baron par la reine et se fera appeler désormais Sir Denis. Sa femme aura droit au titre de Lady Thatcher. Mais elle entend conserver seulement son nom de mariage.

BANGLADESH

Revendications

■ L'opposition a réclamé hier le jugement de l'ex-président du Bangladesh, le général Hossain Mohammad Ershad, pour son «régime de terreur». Lui et ses complices devraient être jugés et punis par la justice du pays», a déclaré la présidente du Parti nationaliste du Bangladesh, la Begum Khaleda Zia. «Ershad doit être jugé pour avoir lâché la bride à la terreur blanche durant son pouvoir illégal et autocratique», a renchéri le parti fondamentaliste Jamaat-e-Islami, dans un communiqué. Le cheikh Hasina, présidente de la Ligue Awami, a également réclamé le châtiment de ceux qui ont détruit la démocratie et dilapidé l'argent public.

ENSEMBLE DE SKI ALPIN

Comprenant :
• Skis EXTREME TEAM
(80 à 140 cm)
• Batons TOPSPORT
• Fixations LOOK BL/BF

JUNIOR

99⁹⁹\$

ENSEMBLE DE SKI ALPIN

Comprenant :
• Skis DYNASTAR SLX 894 ou
Skis ROSSIGNOL 559 ou
Skis HEAD FIERO 91
• Fixations TYROLIA 540 ou
• Fixations MARKER M27
• Batons TOPSPORT

ADULTE

269⁹⁹\$

ENSEMBLE DE SKI DE FOND

Comprenant :
• SKIS
• BATONS
• FIXATIONS 75 mm

JUNIOR

59⁹⁹\$

ADULTE

79⁹⁹\$

89⁹⁹\$

109⁹⁹\$

• AVEC BOTTES

ENSEMBLE DE SKI DE FOND

Comprenant :
• Skis FISCHER FIBRE CROWN ou
Skis FISCHER SPORT GLASS ou
Skis FISCHER SPEED CROWN ou
Skis FISCHER NARVICK
• Fixations
• SALOMON SR
• Batons EXEL NOVA

ADULTE

149⁹⁹\$

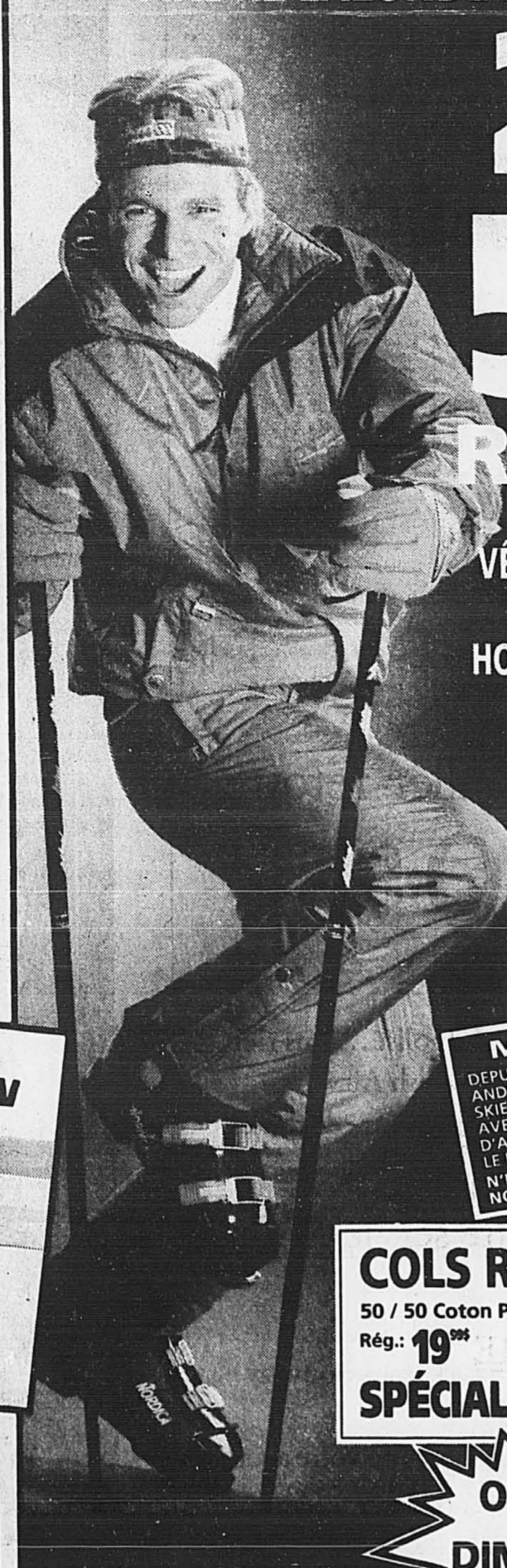
209⁹⁹\$



SNOWBOARD
KEMPER RAMPAGE '91
SERIE II
150cm
399⁹⁹\$
AVEC FIXATIONS

Les prix sont en vigueur jusqu'au lundi le 24 décembre, ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

ANDRÉ LALONDE SPORTS



20% À 50% DE RABAIS
SUR NOS
VÊTEMENTS DE SKI
SÉLECTIONNÉS
HOMMES • FEMMES

MISE AU POINT

DEPUIS PRÈS DE 25 ANS, ANDRÉ LALONDE SPORTS OFFRE AUX SKIEURS LE MAXIMUM D'EXPERTISE AVEC SON SERVICE D'ENTRETIEN ET D'AIGUISAGE DES SKIS. LE PLUS PERFECTIONNÉ QUI SOIT. N'HÉSITEZ PAS À FAIRE APPEL À NOS MAÎTRES TECHNICIENS

COLS ROULÉS LUDIK

50 / 50 Coton Polyester Choix de couleurs

Rég.: 19⁹⁹\$

SPÉCIAL 2 POUR 29⁹⁹\$

OUVERT LE DIMANCHE



André Lalonde Sports®



MONTRÉAL ET ENVIRONS

Anjou
6200, boul. Louis H. Lafontaine
(514) 354-5105
Centre-ville
720, rue St-Catherine ouest
(514) 875-8815
Montréal-Nord
5818, Charlevoix
(514) 225-1001
Pointe-Claire
365, boul. Brunswick
(514) 694-4430
Repentigny
256, rue Notre-Dame
(514) 582-1123
Rosemont
3155, rue Masson
(514) 374-7333
Snowdon
4951, Queen Mary
(514) 340-3789
St-Zotique**
81ème avenue, C.P. 179
(514) 357-3372
Valleyfield
114, rue Champlain
(514) 373-1435

RIVE SUD

Châteauguay
36, boul. d'Anjou
(514) 852-7976
Greenfield Park
755, boul. Taschereau
(514) 465-8090
Longueuil
2435, Chemin Chambly
(514) 468-4188

RIVE NORD

Laval
222, boul. des Laurentides
(514) 668-7223
Terrebonne
1650, Chemin Gascon
(514) 964-1055
St-Eustache
367, Place Arthur-Sauvé
(514) 491-7277

CANTONS DE L'EST

Drummondville
131, Lindsay
(819) 571-0442
St-Hyacinthe
3200, Lafrancoise
(514) 774-1104
Victoriaville
545, boul. Garmache
(819) 758-1403

QUÉBEC

Charlesbourg
4310, 1ère avenue
(418) 822-1099
Neuchâtel
4605, boul. de Lauvergne
(418) 842-5014
Ste-Anne-de-Bas
9676, boul. Ste-Anne
(418) 827-4556
Sainte-Foy
2425, boul. Laurier
(418) 658-0070

LANAUDIÈRE/MAURICIE

Grand-Mère*
10 100, boul. Vallée du Parc
(819) 538-0011
Joliette
20, Place Bourget
(514) 759-7152
Trois-Rivières
3748, boul. des Forges
(819) 373-2622
Val St-Côme*
Station de Ski Val St-Côme,
C.P. 291
(514) 883-0321

BAS DU FLEUVE/BEAUCÉ

Ville St-Georges
12 181, 1ère avenue
(418) 227-5005
St-Maloche*
La Capatrière, C.P. 57,
Route 227
(418) 642-2128
Vallee Jonction*
536, Chemin de l'Ecoré
(418) 253-5031

SAGUENAY/LAC-ST-JEAN

Alma
1055, avenue Dupont sud
(418) 664-8564

OUTAOUAIS

Ottawa
702, rue Bank
(613) 231-5403
Rouyn-Noranda
100, rue du Termin
(819) 764-3588
St-Basile-de-Guy
54, rue Principale
(819) 728-2231

HEURES D'OUVERTURE

LUNDI 9h30 à 21h
MARDI 9h30 à 21h
MERCREDI 9h30 à 21h
JEUDI 9h30 à 21h
VENDREDI 9h30 à 21h
SAMEDI 9h à 18h
DIMANCHE 11h à 17h

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Les modèles, couleurs et grandeurs ne sont pas nécessairement disponibles dans tous nos magasins. Les produits illustrés servent à titre de référence seulement et peuvent être différents des produits annoncés.

British Airways
n'irait
jamais aussi bas
qu'un
service "nolisé".

Mais
les tarifs "nolisés",
c'est
une autre histoire.

Montréal-Londres, aller-retour
à compter de **549 \$**

Voilà un véritable tarif de vol nolisé... sans rien perdre des grandes qualités des vols British Airways.

Du départ à l'arrivée, vous êtes entouré de toutes ces petites attentions qui vous détendent si bien.

Mais si le service attentionné est offert en tout temps, sur tous nos vols, ce ne peut pas être le cas de ce tarif exceptionnel.

Aussi, à 549 \$, vous devez partir entre les 14 janvier et 1^{er} mars 1991. Ou, à 579 \$, vous pouvez partir entre le 2 et le 17 mars 1991.

Informez-vous maintenant auprès de votre agent de voyages. Ou téléphonez-nous au (514) 287-9133.

Séjour minimum: 4 jours, séjour maximum: un mois. Pas de réservation à l'avance nécessaire. Surcharge pour les départs en weekend. Aucune réduction pour les détenteurs de la carte Privilège ni pour les enfants. Frais d'annulation. Ces tarifs ne sont pas disponibles sur tous les vols. D'autres restrictions prévalent. Tarif sujet à l'approbation gouvernementale.

BRITISH AIRWAYS

L'Allemagne lance un pont aérien vers l'URSS

d'après AFP
BERLIN

■ L'Allemagne et l'Armée rouge ont mis en place hier un grand pont aérien pour livrer en URSS la montagne de réserves de marchandises accumulées à Berlin-Ouest durant la guerre froide afin de résister précisément à un blocus soviétique.

Quatre avions militaires soviétiques devaient décoller en fin d'après-midi pour Moscou de l'aéroport soviétique de Spereberg, au sud de Berlin, avec à leur bord

des caisses de pansements et les 100 premières tonnes de lait en poudre. La municipalité de Moscou a affirmé en novembre être pratiquement à cours de cette denrée.

Au total, quelque 250 000 tonnes de vivres et de matériel, tirés des stocks de Berlin mais aussi des rations de guerre de la Bundeswehr (armée allemande), vont être acheminées en URSS «d'ici début mars», a précisé à Bonn le porte-parole du gouvernement fédéral, Hans Klein.

Cette initiative sans précédent, qui évoque le pont aérien des Américains en 1948-1949 vers la

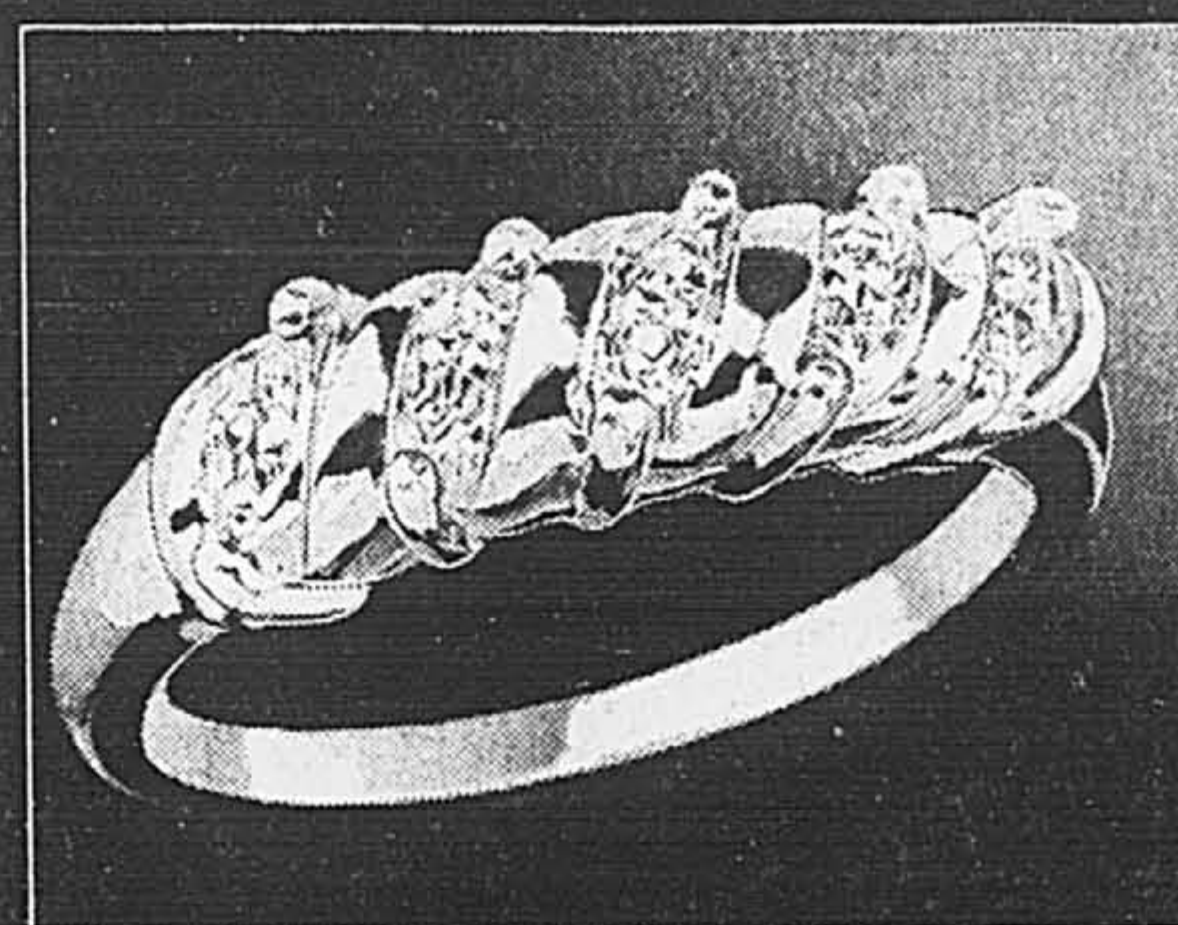
partie occidentale de Berlin lorsque que l'URSS tentait de couper la cité du monde, va être suivie dans les semaines à venir d'une gigantesque opération de transport par mer et route.

«C'est un des paradoxes de l'histoire mondiale» de voir Berlin-Ouest prêter ainsi main forte à son ancien ennemi, a souligné le sénateur (ministre régional) berlinois des Transports, Horst Wagner.

D'ici deux semaines, 3 000 tonnes de vivres d'urgence vont être convoyées par des appareils militaires soviétiques à raison de 150 à 200 tonnes quotidiennement.

Grandes nouvelles! de PEOPLES

ÉPOUSTOUFLANTES VALEURS DE BIJOUX MODE



ÉBLOUISSANTE BAGUE À DIAMANTS

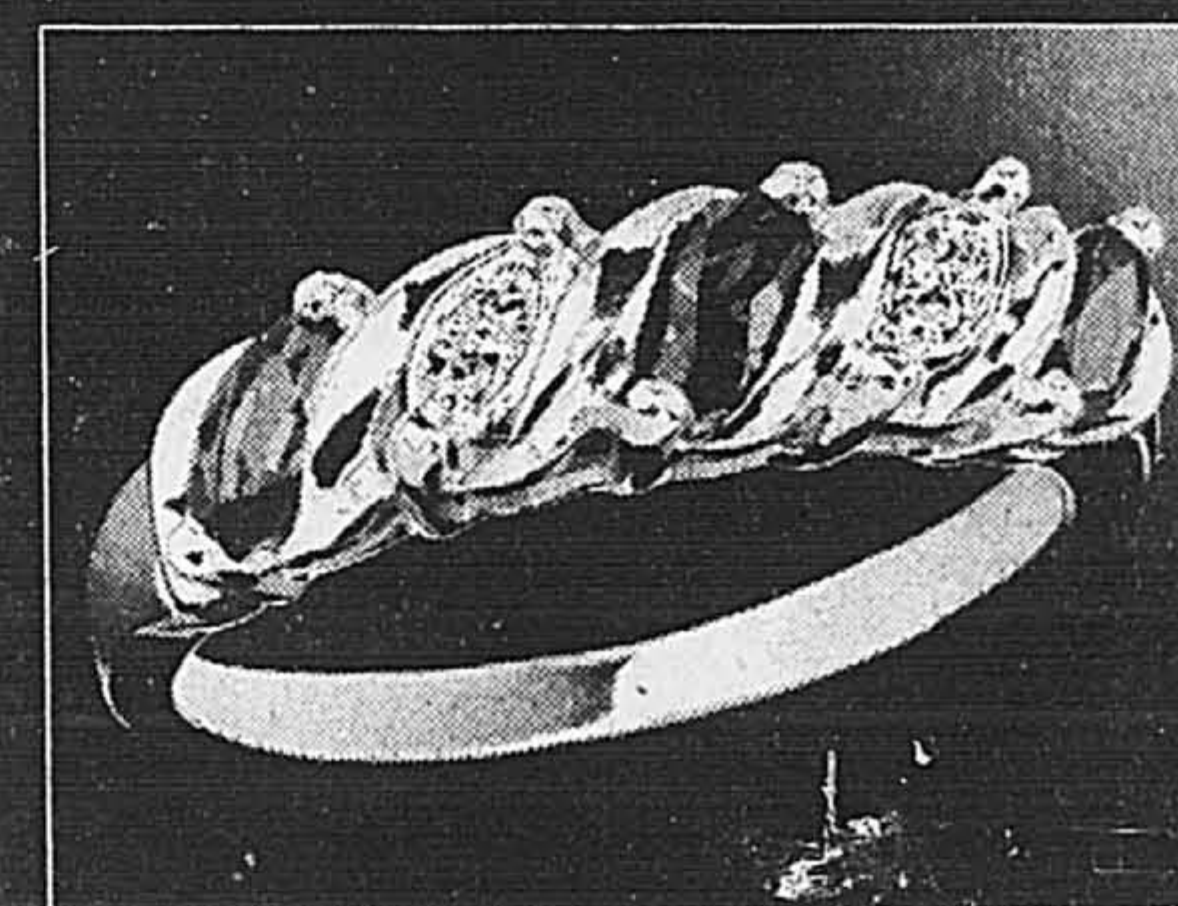
199\$

VENDUE À
UN PRIX
BIEN INFÉRIEUR
À
L'ESTIMATION



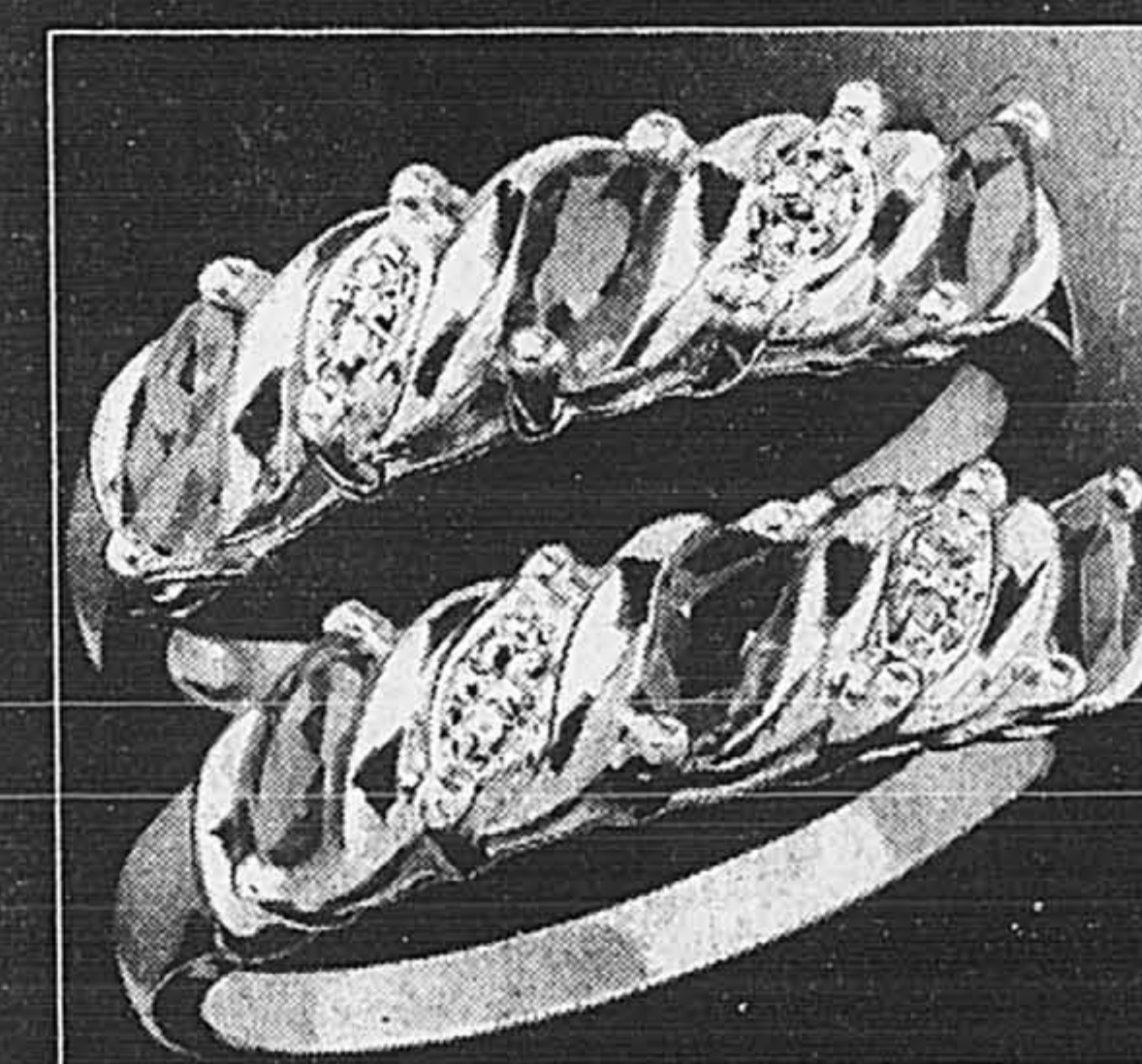
FABULEUSE BAGUE TRIPLE MARQUISE
À SAPHIRS ET DIAMANTS

249\$



SENSATIONNELLE BAGUE À
SAPHIRS ET DIAMANTS

299\$



EXQUISE BAGUE À ÉMERAUDES ET
DIAMANTS OU À RUBIS ET DIAMANTS
VOTRE CHOIX

399\$



SCINTILLANTES BOUTES
D'OREILLES
EN CREVETTE
À DIAMANTS

299\$



SUPERBE BRACELET À
SAPHIRS ET DIAMANTS

FABULEUX BRACELET À ÉMERAUDES ET
DIAMANTS OU À RUBIS ET DIAMANTS
VOTRE CHOIX

*NON DISPONIBLE DANS TOUS LES MAGASINS

DYNAMIQUE
BRACELET
À DIAMANTS

999\$

1299\$

1999\$

LES DIAMANTAIRES PAR EXCELLENCE

PEOPLES

Les Galeries d'Anjou 353-8860
Les Galeries de la Capitale 627-5834
Centre Commercial Fairview 695-5516
Plaza Alexis Nihon 937-2806
Place LaSalle 365-6610
Centre Laval 688-8228
Les Galeries de Hull 770-7474
Place Vertu 332-6312

Les Galeries Chagnon 837-2452
Le Carrefour Laval 688-2044
Carrefour de l'Estrie 562-2689
Les Galeries de Granby 378-9029
Place Fleur de Lys 647-3889
Place Ste-Foy 651-6455
Centre Rockland 738-3828
Les promenades de l'Outaouais 243-6534

CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES GM,

VOUS EN AVEZ TOUJOURS PLUS POUR VOTRE ARGENT!

LA PREUVE: UNE CAVALIER VL ET UNE SUNBIRD LE 1991, ÉQUIPÉES AVEC INTELLIGENCE... À UN PRIX BRILLANT!

CAVALIER VL
berline 4 portes

Plafonnier
Moulures extérieures des glaces noires
Dégivreur de lunette arrière
Tapis caoutchouc avant et arrière
Glaces teintées «soft ray»
Avertisseur sonore d'oubli d'extinction des phares
Roues en acier stylisées 14 x 6 avec enjoliveurs
Suspension de type «soft-ride»
Moulures latérales noires
Sièges baquets avant, inclinables
Freins servo-assistés
Feux automatiques de circulation de jour
Chaque-bloc

Boîte automatique à 3 vitesses
Direction servo-assistée
Radiocassette AM-FM stéréo
Groupe d'instruments avec indicateurs de réservoir, de température, d'huile et de pression
Moteur L4/ Inj. monop. de 2.2 litres
Deux rétroviseurs extérieurs noirs

Climatiseur: incluant radiateur et génératrice à grande capacité
Compartiment avant avec accoudoir

Seulement **13 410\$***
Cote de consommation*: 6,7 litres/100 km (autoroute) 9,6 litres/100 km (ville)

SUNBIRD LE
berline 4 portes

Tableau de bord: groupe d'instruments et d'indicateurs
Miroirs de pare-soleil (passager et conducteur)
Boîte automatique à 3 vitesses
Direction servo-assistée
Radiocassette AM-FM stéréo
Essuie-glace à balayage intermittent
Moteur L4/IEC, 2,0 litres
Deux rétroviseurs extérieurs noirs

Climatiseur: incluant radiateur et génératrice à grande capacité
Tapis caoutchouc avant et arrière
Dégivreur de lunette arrière
Glaces teintées «soft ray»
Sièges baquets avant inclinables
Roues en acier stylisées 14 x 6 avec luxueux enjoliveurs
Suspension de type «soft-ride»
Groupe d'éclairage auxiliaire
Freins servo-assistés
Feux automatiques de circulation de jour
Chaque-bloc

Seulement **13 913\$***
Cote de consommation*: 6,4 litres/100 km (autoroute) 10 litres/100 km (ville)

Économisez encore plus en profitant du taux de crédit spécial* de GMAC ou d'un rabais-chèque de 750\$!

Avec les nouvelles Cavalier VL et Sunbird LE brillamment équipées et un prix de base aussi audacieux, vous aurez encore «plus d'auto» pour votre argent! Vous pouvez même économiser davantage en profitant du taux de crédit spécial de GMAC ou d'un rabais-chèque de 750\$. Mais faites vite! Cette offre n'est valable que pour un temps limité.

Alors, passez chez votre concessionnaire GM dès aujourd'hui!

V o s c o n c e s s i o n n a i r e s G M

N U M É R O U N S U R L A R O U T E

Prix en vigueur
le dimanche
9 décembre seulement

Le dimanche, c'est spécial

chez Steinberg!



LA POISSONNERIE

5 LANGOUSTINES SURGÉLÉES GROSSEUR 24/30	5
OU	
5 PAIRES DE CUISSSES DE GRENOUILLES SURGÉLÉES GROSSEUR 9/12	5 paires
OU	
12 PÉTONCLES SURGÉLÉES GROSSEUR 30/40	12

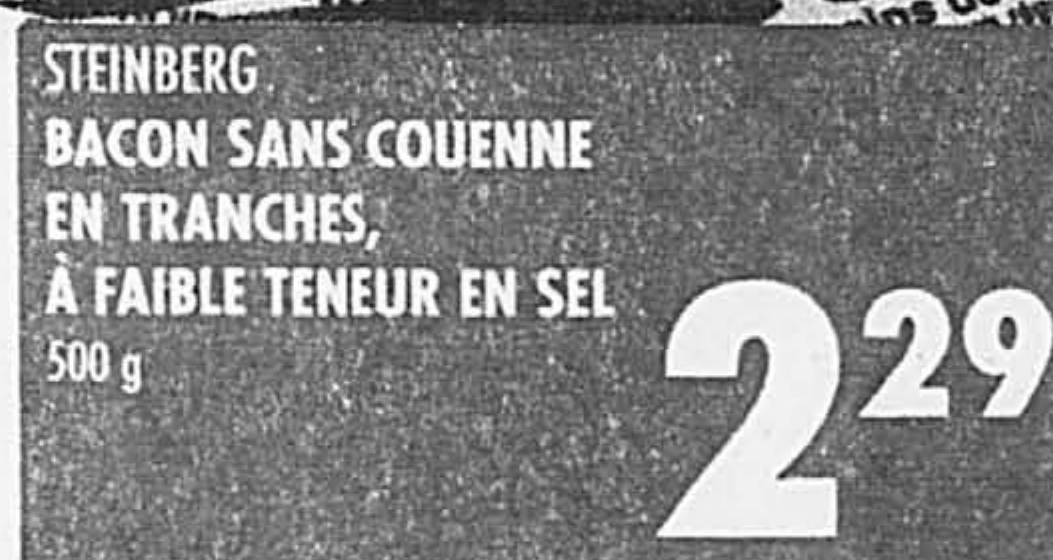
2⁹⁹

**DES AUBAINES
SPÉCIALES**
LE SERVICE COMPLET
DE TOUS LES JOURS



CHATEAUBRIAND
NOIX DE RONDE

4⁹⁸
/lb
10⁹⁸
/kg



STEINBERG
BACON SANS COUENNE
EN TRANCHES,
À FAIBLE TENEUR EN SEL
500 g

2²⁹

KIWIS
PRODUIT DES É.-U.
SAC - 454 g (1 lb)

96¢

**POMMES
McINTOSH**
PRODUIT DU QUÉBEC
CANADA DE FANTAISIE
SAC - 2,27 kg (5 lb)

1⁹⁸

**SEMAINE
après
SEMAINE**

Les menus minute à mini-prix



L'Exquis

CROISSANTS
NATURE, BLÉ ENTIER ou FROMAGE
6 GROS ou 10 PETITS

1⁹⁹



PÉPITES DE POULET PANÉES
SURGÉLÉES
AVEC SAUCE
12 g x 18 g MINIMUM

12/1⁹⁹



Le Traiteur
STEINBERG

LES FERMES CLEARVIEW
POITRINE DE DINDE

6⁹⁹
/lb
1⁵⁴
/100 g

Les conditions climatiques peuvent influencer la quantité et la qualité de nos approvisionnements en fruits, en légumes et en poissons frais. Il est possible que certains articles annoncés, particulièrement les articles non alimentaires, ne soient pas offerts dans tous les supermarchés ou qu'ils le soient dans un format différent de celui annoncé. Le détaillant affilié peut vendre à un prix inférieur. Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Le texte prévaut en tout temps. Si un supermarché est à court d'un produit annoncé, veuillez demander un bon de garantie ou comptoir d'information.

